Pour obtenir cette somme de £700 0 0 il faudra encore que la femme Bignell prétende que le mot *retake* s'applique à cette somme, ce qui est absolument un contresens.

La question ici est encore de savoir s'il y a stipulation formelle que la somme de £700 0 0 est exigible lors de la séparation, en vertu d'une convention claire expresse. Si c'est le cas, le douaire est converti en un avantage matrimonial qui ne participe plus de la nature du douaire. La première convention qui a créé ce douaire pour les enfans est anéantie; cependant elle doit recevoir les £700 0 0 *for her douaire*. Et si elle la reçoit comme une somme stipulée payable lors d'un événement prévu, elle en acquiert la propriété, puisque la clause veut qu'elle fasse de cette somme une espèce de reprise; les reprises de la femme sont pour elle, les enfans n'ont rien à y prétendre. Avec cette convention mal exprimée il ne s'agit pas moins que de détruire le droit des enfans établi un instant auparavant. Était-ce bien là l'intention des époux? L'effet d'une semblable convention serait de mettre la femme en possession de ce que la succession du mari eût dû leur payer au cas de survie, et cela pour sa subsistance lorsqu'elle demeurerait veuve. Quel motif y a-t-il d'accorder à la femme séparée un tel avantage. Elle a encore son mari; elle vit avec lui, elle jouit de son propre bien. Est-il raisonnable qu'elle partage encore le sien? Dans le cas d'un douaire considérable il absorberait peut-être la fortune entière du mari. D'ailleurs la femme n'a pas toujours besoin de ce moyen de subsistance. Celle qui a du bien n'en a pas besoin. Son mari qui est en faillite en a plus besoin qu'elle et cependant dans tous les cas il faudra le dépouiller pour enrichir la femme. Les créanciers pour leur part ont bien intérêt que le mari reste en possession de la totalité de ses biens et il ne leur est pas indifférent que ce douaire se paye aujourd'hui ou dans vingt ans, surtout ayant l'espoir qu'il pourrait n'être jamais exigible. Si la femme est pauvre elle vit avec son mari qui est obligé de pourvoir à sa subsistance. Et si c'est le cas d'une séparation de corps, ne sera-t-il pas tenu de lui faire une pension, sans qu'il soit besoin d'une clause à cet effet dans le contrat de mariage?

Quant à la seconde clause du contrat de mariage, l'on peut dire avec quelque plausibilité que l'intention des parties est fortement exprimée, jusqu'à un certain point. Mais comme il y est dit que la femme, lors de la dissolution de la communauté par mort ou autrement, reprendra, *shall retake* (il n'y a pas d'autre verbe qui gouverne la phrase) la somme de £700 0 0 pour son douaire, et que ce douaire vient d'être stipulé payable comme les douaires le sont suivant la loi du pays, on doit comprendre que les parties n'ont pas entendu qu'il fut payé autrement, et non pas qu'après avoir stipulé un douaire pour les enfans ils ont entendu de suite détruire cette stipulation.

Cette clause obscure doit s'interpréter par les mêmes règles suivies pour le premier contrat de mariage. L'honorable juge dit qu'il ne pouvait supposer une intention contraire à la nature du douaire. Si la femme voulait stipuler l'exigibilité d'une somme à une époque prévue, elle ne devait pas dire qu'elle recevrait cette somme comme douaire, puisque ce n'en serait plus un. Ayant dit que la somme de £700 0 0 conserverait ce caractère de douaire, elle a entendu qu'elle la recevrait quand douaire a lieu suivant la coutume; celui qui a stipulé un douaire a voulu un avantage réglé par les loix. Convenir qu'un douaire comme douaire sera payé du vivant du mari, c'est faire une convention contraire à la loi, et conséquemment nulle. Car l'on ne peut nier que malgré